



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Réhabilitation de la piscine LE NAUTILUS. Rue Léo Lagrange à Amiens. 18 lots.

Date et heure limites de réception des offres :

~~20 janvier 2025 à 17:30~~

07 février 2025 à 17h30

Version 2 (précision apportée à l'article 6.2, **surligné en jaune**)

Version 3 (report de la date limite de remise des offres et par conséquent modification des articles 6.2 et 9.1 **surlignées en bleu**)

Profil d'acheteur : <http://amiens.fr/marchespublics>

Adresse de messagerie : marchespublics@amiens-metropole.com














VISITE SUR SITE OBLIGATOIRE POUR LES LOTS 1, 2, 3, 4, 10, 12, 13, 14, 15 et 16.



(Cf. article 6.2 du présent RC)

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Réhabilitation de la piscine LE NAUTILUS. Rue Léo Lagrange à Amiens. 18 lots.
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert pour les lots 1 à 11, 14 et 16 à 18 Procédure adaptée pour les lots 12, 13 et 15
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	18
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE obligatoire	Uniquement pour le lot 10
	Clause sociale	Avec
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par tranche
	Négociation	Possible pour les lots 12, 13 et 15

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	5
1.5 - Nomenclature.....	6
2 - Conditions de la consultation	7
2.1 - Délai de validité des offres	7
2.2 - Forme juridique du groupement	7
2.3 - Variantes.....	8
2.4 – Variante obligatoire : Prestations supplémentaires éventuelles	8
2.5 - Développement durable.....	8
3 - Les intervenants.....	8
3.1 - Conduite d'opération.....	8
3.2 - Maîtrise d'œuvre	8
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	8
3.4 - Contrôle technique.....	8
La mission de contrôle technique est assurée par SOCOTEC.....	8
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	8
4 - Conditions relatives au contrat	8
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	9
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	9
5 - Contenu du dossier de consultation	9
6 - Présentation des candidatures et des offres	9
6.1 - Documents à produire.....	10
6.2 - Visites sur site.....	15
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	16
7.1 - Transmission électronique.....	16
7.2 - Transmission sous support papier.....	18
8 - Examen des candidatures et des offres	18
8.1 - Sélection des candidatures.....	18
8.2 - Attribution des marchés.....	18
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	21
8.3.1 - Audition.....	21
8.3.2 - Négociation.....	21
9 - Renseignements complémentaires.....	22
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	22
9.2 - Procédures de recours	22
9.3 - Attestation du candidat (à compléter et à remettre dans votre offre)	23

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne la réhabilitation de la piscine LE NAUTILUS, sise rue Léo Lagrange à Amiens. 18 lots.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Il a été décidé de recourir à la procédure dite « des petits lots » conformément aux dispositions des articles L. 2122-1 et R. 2122-8 ou L. 2123-1 et R. 2123-1 2° du Code de la commande publique pour les **lots 12, 13 et 15** tel que détaillé ci-dessous à l'article 1.4. Les dits lots seront donc passés en procédure adaptée. Celle-ci est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire pour les lots suivants :

Lots	Désignation
02	Charpente bois
03	Couverture étanchéité, bardage extérieur
04	Menuiseries extérieures aluminium
06	Bassins inox polymérisé
09	Toiles tendues
11	Peinture
12	Plomberie
13	Chauffage, ventilation, rafraichissement
14	Courants forts et courants faibles
15	Traitement d'eau
16	Casiers cabines
17	Hammam
18	Espaces verts

Pour les lots ci-dessous, il s'agit d'un marché à tranches qui sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique :

Lots	Désignation
01	Démolition gros œuvre VRD
05	Carrelages étanchéité
07	Menuiseries bois, bardage bois acoustique et décoratif
08	Cloisons faux plafonds
10	Serrurerie

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 18 lots passés en appel d'offre ou en procédure adaptée selon les cas. Le détail est repris ci-dessous :

Lots	Désignation	Estimations en € HT	Mode de passation
01	Démolition gros œuvre VRD	1 170 348	Appel d'offre ouvert
02	Charpente bois	155 314	
03	Couverture étanchéité, bardage extérieur	615 351	
04	Menuiseries extérieures aluminium	509 110	
05	Carrelages étanchéité	602 328	
06	Bassins inox polymérisé	674 245	
07	Menuiseries bois, bardage bois acoustique et décoratif	197 369	
08	Cloisons faux plafonds	124 520	
09	Toiles tendues	96 198	
10	Serrurerie	93 390	
11	Peinture	124 024	
12	Plomberie	218 888	Marché en procédure adaptée
13	Chauffage, ventilation, rafraichissement	638 527	
14	Courants forts et courants faibles	374 591	Appel d'offre ouvert
15	Traitement d'eau	283 604	Marché en procédure adaptée
16	Casiers cabines	102 036	Appel d'offre ouvert
17	Hammam	45 311	
18	Espaces verts	85 458	
TOTAL		6 110 613	

La répartition par tranche pour chaque lot est la suivante :

Lots	Tranches	Désignation de la tranche
01	TF	Travaux de terrassement du parvis, de démolitions (cafétéria actuelle, voile d'about du bassin sportif, zone ludique et plages minérales extérieures existantes), reconstruction de bassins, agrandissement de la cour anglaise existante, curages (sous-sol, vestiaires, bassin sportif, dalle extérieure, toboggan et diverses chapes), travaux de cloisonnements internes en parpaings, renforcement des poutres de la halle principale, reprise de la rampe d'accès extérieure,...
	TO 1	<u>Aménagement de l'espace de la zone de plongée au R+1.</u> Curage des sols (chape) et muraux existants des zones de circulation de la fosse (hors emprise de la cuve), des locaux annexes et de l'escalier menant à la lagune de jeux.

05	TF	Pose et fourniture de carrelages en zone pieds secs (Hall et zone administrative) et pieds mouillés (déchausse, vestiaires, douches et sanitaires, plages de bassins et lagune de jeux).
	TO 1	<u>Aménagement de l'espace de la zone de plongée au R+1</u> Réfection des sols de la zone de circulation de la fosse (hors emprise de la cuve), de locaux annexes et de l'escalier menant à la lagune de jeux.
07	TF	Eléments de blocs portes, de signalétiques, de menuiseries bois, d'agencements, d'équipements divers et bardage bois acoustique en Halle bassins.
	TO 1	<u>Aménagement de l'espace de la zone de plongée au R+1</u> Changement des deux portes des locaux annexes de la zone fosse.
08	TF	Travaux de cloisonnement et de faux plafonds, comprenant jouées et résille de ventilation.
	TO 1	<u>Aménagement de l'espace de la zone de plongée au R+1</u> Reprise des faux-plafond des locaux annexes de la zone fosse.
10	TF	Travaux de métallerie pour portes intérieures et extérieures, garde-corps, mains courantes, caillebotis, éléments de clôture, portail et condamnation des hublots de la fosse.
	TO 1	<u>Aménagement de l'espace de la zone de plongée au R+1</u> Mains courantes et portillons situés en haut et en bas de l'escalier menant à la lagune de jeux

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45212290-5	Réparation et entretien d'infrastructures sportives
45212212-5	Travaux de construction de piscines

Lots	Code principal	Description
01	45111000-8	Travaux de démolition, travaux de préparation et de dégagement de chantier
	45223220-4	Travaux de gros œuvre
02	45261100-5	Travaux de charpente
03	45261210-9	Travaux de couverture
	45262650-2	Travaux de bardage
	45261420-4	Travaux d'étanchéification
04	45421140-7	Pose de menuiseries métalliques, excepté portes et fenêtres
	45421100-5	Pose de portes et de fenêtres et d'éléments accessoires
05	34312500-2	Joint d'étanchéité
	45431000-7	Carrelages
	45261420-4	Travaux d'étanchéification

	45431200-9	Carrelage mural
06	43324100-1	Équipement de piscine
07	45323000-7	Travaux d'isolation acoustique
	45262650-2	Travaux de bardage
	45422100-2	Ouvrages en bois
	45421150-0	Travaux d'installation de menuiseries non métalliques
08	44112300-1	Cloisons
	45421141-4	Travaux de cloisonnement
09	45421146-9	Mise en place de plafonds suspendus
10	44316500-3	Serrurerie
11	45442100-8	Travaux de peinture
	45442110-1	Travaux de peinture de bâtiments
12	45330000-9	Travaux de plomberie
13	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
14	45311200-2	Travaux d'installations électriques
15	45232430-5	Travaux de traitement de l'eau
16	44211110-6	Cabines
	45212230-7	Installation de vestiaires
	43324100-1	Équipement de piscine
17	43324100-1	Équipement de piscine
18	45112710-5	Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts
	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le candidat peut se présenter seul ou sous la forme d'un groupement (conjoint ou solidaire).

La forme du groupement est libre au stade de la présentation de la candidature et de l'offre, l'un des opérateurs économiques membre du groupement étant désigné comme mandataire.

Cependant, si l'attributaire est un groupement conjoint, le mandataire devra être désigné comme solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur, et ce conformément aux dispositions de l'article R.2142-24 du C.C.P.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante libre n'est autorisée.

2.4 – Variante obligatoire : Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour la prestation supplémentaire éventuelle suivante :

Lot	Code	Libellé	Description
10	PSE1	PSE grille extérieure	Dans le respect des aspects de finition attendus et définis dans les cahiers des clauses techniques particulières, les candidats présenteront dans leurs offres les prestations supplémentaires éventuelles suivantes : Fourniture et pose d'un portail coulissant associé à une grille de protection fixe, disposés devant un mur rideau de l'entrée principale : voir art 7 du CCTP .

L'absence de cette prestation dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

Sans objet.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le Groupement TNA (Mandataire) / TPFI / SYMBIEAU TECH / ALTERNATIVE.

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par CICANORD.

3.4 - Contrôle technique

La mission de contrôle technique est assurée par SOCOTEC.

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau I sera assurée par LD PILOTAGE.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes pour chaque lot
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour chaque lot
- Les déclarations de travaux (DT) et les réponses des exploitants de réseaux
- Le Plan Général de Coordination
- Le Rapport initial de contrôle technique
- Les plans
- Les pièces graphiques
- Le planning prévisionnel des travaux
- La note d'organisation de chantier
- Le diagnostic amiante
- Les études géotechniques,
- Le diagnostic plomb,
- Le diagnostic PEMD,
- L'étude environnementale comprenant la STD,
- L'arrêté du PC 80021 24 A0058
- La notice environnementale

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Il est vivement conseillé au candidat de s'enregistrer nominativement sur le profil acheteur en indiquant une adresse électronique correcte lors du téléchargement du DCE afin qu'il puisse être informé des réponses apportées aux éventuelles demandes de renseignements concernant la consultation ainsi que d'éventuelles modifications apportées au DCE.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

A/ Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (voir annexe au RC à compléter, dater et signer).
Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne engageant la société, y compris si nécessaire ceux retraçant les délégations (extrait Kbis nominatif, procès-verbal de conseil d'administration, numéro unique...)
La copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire ou de procédure équivalente régie par un droit étranger ;

- Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années <u>pour tous les lots</u>

- Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Lot concerné	Libellés
1	<u>Démolitions</u> 1113 - Démolition -Déconstruction (technicité supérieure) 1142 - Démolition par carottage ou sciage (technicité confirmée) 1161 - Travaux de curage 1221 - Reprises en sous-oeuvre (technicité courante) Gros-OEuvre – Fondations – Terrassements 1213 - Puits et tranchées blindés 1293 - Soutènement - butonnage 1312 - Terrassements-fouilles (technicité confirmée) 2112 - Maçonnerie et ouvrages en béton armé - (Technicité confirmé) 2114 - Réhabilitation lourde ou restructuration en maçonnerie et ouvrage en béton armé courant (technicité exceptionnelle) 2142 - Réparation en maçonnerie et en béton armé

	<p>2251 Ouvrages étanches en béton armé et béton précontraint</p> <p><u>Voirie :</u> FNTF 2321 - Travaux de terrassement courants en milieu urbain FNTF 2342 - Couche de forme granulaire pour voiries à faible trafic, parkings, lotissements, plateformes FNTF 3421 - Revêtements en matériaux enrobés classiques FNTF 346 - Pose de bordures, chaînettes et caniveaux</p> <p><u>Réseaux Humide :</u> FNTF 5144 - Construction de réseaux gravitaires en site urbanisé Profondeur de tranchée ≤ 3,50m hors nappe phréatique</p> <p><u>Réseaux secs :</u> FNTF 6413 - Réseaux souterrains électriques, en zone urbaine, BT < 1kV FNTF 672 - Télécommunication, vidéocommunication, Réseaux souterrains en zone urbaine</p>
2	2343 - Fabrication et pose de structures en bois lamellé collé (Technicité supérieure)
3	3212 - Étanchéité en matériaux bitumeux en feuilles (Technicité confirmée) 3222 - Étanchéité en matériaux de synthèse en feuilles (Technicité confirmée) 3272 - Tôle d'acier nervurée (TAN) avec étanchéité en membrane en feuilles (Technicité confirmée) 3292 - Toitures terrasse spécialisées végétalisées (Technicité confirmée) 3811 - Parois en bardages simples (Technicité courante)
4	3522 - Fabrication et pose de menuiseries extérieures en aluminium (Technicité confirmée) 3722 - Fabrication et pose de façades-rideaux métalliques (Technicité confirmée)
5	3372 - Imperméabilisation et/ou étanchéité des réservoirs, cuves et bassins de piscines (Technicité confirmée) 3242 - Etanchéité liquide SEL (Technicité confirmée) 6313 - Carrelages - Revêtements - mosaïque (Technicité supérieures) 6323 - Carrelages - Travaux d'étanchéité
6	<p>Chaque candidat devra apporter la preuve de son savoir-faire technique en fournissant obligatoirement au moins trois références de chantiers similaires aux travaux objets du lot concerné, sur des ouvrages équivalents, datant de moins de cinq ans.</p> <p>Chaque référence donnée sera précisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'une description sommaire de l'opération avec indication du montant, de la nature et de la date d'exécution des travaux réalisés ; -d'une appréciation de la prestation émanant du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre d'exécution chargé de suivre les travaux attestant notamment que les travaux ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
7	4312 - Fourniture et pose de menuiseries intérieures en bois 4322 - Fourniture et pose de menuiseries intérieures en bois (Technicité confirmée)

	9112 - Agencement (Technicité confirmée)
8	6612 - Fourniture et pose de plafonds suspendus modulaires (Technicité confirmée) 4132 - Plaques de plâtre (Technicité confirmée) 7122 - Isolation thermique par l'intérieure
9	6613 - Plafonds tendus
10	4412 - Métallerie (Technicité confirmée) 4421 - Structures métalliques 4441 - Clôtures métalliques 4542 - Fabrication et pose de portes et portails - collectif, tertiaire et industriel 2411 - Constructions et structures métalliques (Technicité confirmée)
11	6112 - Peinture et ravalement (Technicité confirmée) 7132 - Isolation thermique par l'extérieur (Technicité confirmée)
12	5112 - Installation de plomberie sanitaire pour des bâtiments sans supprimeur supérieurs à 1000 m² 5113 - Installation de plomberie sanitaire dans tout type de bâtiment avec surpresseur ou dans l'industrie
13	5213 - Installation de chauffage avec chaudière Gaz/Fuel en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m² 5251 Installation de chauffage ou de froid raccordée sur réseau urbain 5232 - Installation de pompe à chaleur et groupe froid en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m² 5241 - Installation de chauffage solaire et ECS 5252 - Installation de distribution de chauffage ou de rafraîchissement avec centrale de traitement d'air 5312 - Installation de VMC en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m² 5511 - Installation de systèmes de Gestion Technique du Bâtiment (GTB)
14	QUALIFELEC courants forts et courants faibles appropriés ou références de projets équivalents en piscines 5912 - Installations photovoltaïques de puissance de raccordement comprises entre 36 kVA et 250 kVA
15	5112 - Installation de plomberie sanitaire pour des bâtiments sans supprimeur supérieurs à 1000 m²
16 et 17	Chaque candidat devra apporter la preuve de son savoir-faire technique en fournissant obligatoirement au moins trois références de chantiers similaires aux travaux objets du lot concerné, sur des ouvrages équivalents, datant de moins de cinq ans. Chaque référence donnée sera précisée : -d'une description sommaire de l'opération avec indication du montant, de la nature et de la date d'exécution des travaux réalisés ; -d'une appréciation de la prestation émanant du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre d'exécution chargé de suivre les travaux attestant notamment que les travaux ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

18	<ul style="list-style-type: none"> - L'entreprise qui répondra avec une attestation encore valable, comprenant l'ancienne nomenclature Qualipaysage P110, sera acceptée. - Aménagement paysager confirmé - Entretien d'aménagements paysagers confirmé
----	---

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Le candidat devra apporter la preuve de son savoir-faire technique en lien avec la qualification demandée et sur des ouvrages équivalents. Il présentera à cet effet au moins 3 références de réalisations équivalentes en termes de technicité, de moins de 10 ans.

Chaque référence donnée sera précisée :

- d'une description sommaire de l'opération avec indication des technicités visées, du montant, de la nature et de la date d'exécution des travaux réalisés ;
- un certificat de capacité établi par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage de la référence présentée, sans être obligatoire, constituera une valeur ajoutée.

Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

B/ Pièces de l'offre :

Libellés
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, à compléter, à dater à signer
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), à compléter intégralement, à dater et à signer
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat

Le mémoire devra présenter les éléments suivants :

- Pour les **lots 1 et 2** :

Méthodologie et organisation proposée en préparation de chantier

Dans ce chapitre, le candidat détaillera l'enchaînement des tâches préparatoires (études EXE, validations, choix de matériaux, commandes...etc) et les délais qui y sont attachés, de manière à garantir que la préparation soit suffisamment complète lors du démarrage des travaux sur site

Techniques et organisations d'exécution

Le candidat précisera ici les méthodologies générales de réalisation de ses ouvrages ; le cas échéant, il exposera les contraintes que ces méthodes impliquent pour les autres lots en termes d'organisation de chantier.

Il pourra utilement illustrer ses propos par des références d'opérations qu'il aurait mené avec une méthodologie similaire en réhabilitations lourdes concernant des bâtiments de même taille ou le domaine des piscines, en neuf ou en réhabilitation. Les présentations des références seront fournies en annexe au mémoire technique

Dispositions prévues par candidat pour assurer la propreté du chantier et la gestion des déchets de chantier

Moyens humains affectés à l'opération

Nombre et des qualifications des personnels spécifiquement affectés à l'opération et notamment :

- les personnels dédiés à l'encadrement,
- les personnels affectés aux études d'exécution (chefs de projets, calculateurs, projeteurs, bureau des méthodes,...),
- les personnels affectés à la réalisation des travaux

Argumentaire sur la capacité du candidat à renforcer ses effectifs en cours de chantier pour compenser les éventuels retards et respecter les échéances du planning contractuel.

Analyse détaillée du planning d'exécution

Dans ce chapitre, le candidat sous détaillera les temps d'intervention nécessaires à la réalisation de chacun de ses divers ouvrages, avec une description des éventuels risques ou processus à anticiper pour éviter tout retard au démarrage ou lors de l'exécution.

Pour les lots 3 , 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 18 :

Méthodologie et organisation proposée en préparation de chantier

Dans ce chapitre, le candidat détaillera l'enchainement des tâches préparatoires (études EXE, validations, choix de matériaux, commandes...etc) et les délais qui y sont attachés, de manière à garantir que la préparation soit suffisamment complète lors du démarrage des travaux sur site

Techniques et organisations d'exécution

Le candidat précisera ici les méthodologies générales de réalisation de ses ouvrages ; le cas échéant, il exposera les contraintes que ces méthodes impliquent pour les autres lots en termes d'organisation de chantier.

Il pourra utilement illustrer ses propos par des références d'opérations qu'il aurait mené avec une méthodologie similaire en réhabilitations lourdes concernant des bâtiments de même taille ou le domaine des piscines, en neuf ou en réhabilitation. Les présentations des références seront fournies en annexe au mémoire technique

Dispositions prévues par candidat pour assurer la propreté du chantier et la gestion des déchets de chantier

Moyens humains et matériels affectés à l'opération

Nombre et des qualifications des personnels spécifiquement affectés à l'opération et notamment :

- les personnels dédiés à l'encadrement,
- les personnels affectés aux études d'exécution (chefs de projets, calculateurs, projeteurs, bureau des méthodes,...),
- les personnels affectés à la réalisation des travaux

Argumentaire sur la capacité du candidat à renforcer ses effectifs en cours de chantier pour compenser les éventuels retards et respecter les échéances du planning contractuel.

Matériels et matériaux proposés

Fourniture d'une compilation de documentations techniques (fiches produits, notes descriptives, ...) permettant d'apprécier le niveau d'équivalence entre les matériels/matériaux proposés par l'entrepreneur et ceux décrits au(x) CCTP selon le listing détaillé des produits à présenter établi par le Maître d'oeuvre joint au DCE (annexe au présent RC).

NB : l'examen de ces documentations au stade de l'offre ne saurait en aucune manière se substituer à leur validation définitive en phase préparation de chantier (Visas du maître d'oeuvre et du contrôleur technique)

Analyse détaillée du planning d'exécution

Dans ce chapitre, le candidat sous détaillera les temps d'intervention nécessaires à la réalisation de chacun de ses divers ouvrages, avec une description des éventuels risques ou processus à anticiper pour éviter tout retard au démarrage ou lors de l'exécution.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est **obligatoire** pour les lots pour les lots suivants :

Lots	Désignation
01	Démolition gros œuvre VRD
02	Charpente bois
03	Couverture étanchéité, bardage extérieur
04	Menuiseries extérieures aluminium
10	Serrurerie
12	Plomberie
13	Chauffage, ventilation, rafraichissement
14	Courants forts et courants faibles
15	Traitement d'eau
16	Casiers cabines

Tout candidat n'ayant pas effectué cette visite verra sa candidature écartée pour ce simple motif.

Les entreprises qui n'auront pas respecté les modalités de visite décrites ci-dessous verront leur candidature écartée pour ce motif.

Les conditions de visite sont les suivantes : Les visites obligatoires seront organisées uniquement sur rendez-vous. Les rendez-vous sont à prendre au minimum 48 heures à l'avance par téléphone aux coordonnées suivantes : 03.22.97.14.61

Les visites se dérouleront obligatoirement **les lundi matin jusqu'au 3 décembre puis les lundi et jeudi matin à compter du 4 décembre 2024**. Les candidats devront être présents à 9h30. Les candidats qui arriveraient après cet horaire ne pourraient se joindre à la visite. Il ne sera fait aucune exception.

La période de visite des lieux se déroulera à compter du lancement de la consultation jusqu'au **jeudi 23 janvier 2025** inclus (dernier jour de visite possible). **Entre le 23/12/2024 et le 03/01/2025 il n'y aura pas de visite possible.**

Déroulement des visites : Les visites se dérouleront accompagnées d'un représentant de la collectivité. A l'issue de cette visite, une attestation signée par le représentant de la collectivité et de l'entreprise sera établie en deux exemplaires. Un exemplaire sera remis à l'entreprise, qui pourra le joindre à son offre, le second sera conservé par le représentant de la collectivité.

Questions suites à la visite : Pour tout renseignement complémentaire suite à la visite qu'il aura effectuée, le candidat devra faire parvenir au plus tard **le 28 janvier 2025 – 17 H 30**, une demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://amiens.fr/marchespublics> dans les conditions de l'article 9.1 du présent règlement de la consultation.

- Pour les lots 5, 6, 7, 8, 9, 11, 17 et 18

La visite sur site est **facultative**. Pour les candidats qui souhaiteraient la réaliser les conditions de visite sont les mêmes que celles indiquées ci-dessus. Le fait d'effectuer ou de ne pas effectuer cette visite n'a aucune incidence sur la recevabilité des offres des candidats des lots 5, 6, 7, 8, 9, 11, 17 et 18.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC).

Les plis électroniques qui seraient remis après la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.) ainsi que remis sous un autre mode de transmission que celui imposé, ne seront pas retenus.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://amiens.fr/marchespublics>.

Le mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation. **Chaque pli remis par le candidat en réponse à la présente consultation sera considéré comme une offre et devra par conséquent comprendre l'ensemble des pièces exigées.**

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul sera pris en compte le dernier pli reçu sur la plateforme, dans le délai de remise des offres, quel qu'en soit le contenu. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation sous peine d'être déclaré irrégulier.**

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être

placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Amiens Métropole
Service marchés publics
3e étage aile ouest

Place de l'hôtel de ville
BP 2720
80027 AMIENS CEDEX 1

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Le nommage des fichiers ne devra comprendre aucun accent. Il en va de même pour les signes de ponctuation. Les espaces sont à remplacer par des Under scores (tiret du 8 : _)
Les documents sont à fournir séparément et non scannés les uns à la suite des autres (1document = 1scan).

Un Vademecum destiné à vous aider lors de la remise de votre offre sur la plateforme est également joint au présent DCE.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Si le candidat souhaite signer électroniquement, il peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'acheteur se réserve la possibilité d'analyser les offres avant de procéder à l'examen de la recevabilité des candidatures, conformément aux dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- Pour les lots n°01, 02

Critères	Pondération
1-Prix des prestations : Le critère prix sera noté sur la base du montant global HT de la DPGF et selon la formule suivante: $N = 60 \times (P \text{ mini} / P)$ Avec : P mini = montant total du DPGF pour l'offre la moins chère P = montant total DPGF de l'offre étudiée	60 points
2-Valeur technique	40 points
2.1 Pertinence de la méthodologie et de l'organisation du chantier	15 points

proposées :	
2.1.1- Pertinence de la méthodologie proposée en préparation de chantier	5 points
2.1.2 - Pertinence des techniques et organisations d'exécution proposées et interface avec les autres lots	5 points
2.1.3 - Pertinence des dispositions prévues par candidat pour assurer la propreté du chantier et la gestion des déchets de chantier	5 points
2.2 Adéquation des moyens humains et matériels proposés pour l'exécution du marché dans le respect des délais :	15 points
2.2.1- Adéquation du nombre et des qualifications des personnels spécifiquement affectés à l'opération	10 points
2.2.2 – Argumentaire sur la capacité du candidat à renforcer ses effectifs en cours de chantier pour compenser les éventuels retards et respecter les échéances du planning contractuel.	5 points
2.3 Cohérence de l'analyse détaillée du planning d'exécution	10 points

- Pour les lots 03, 04, 05, 07,13, 14, 15, 16 et 17

Critères	Pondération
<p>1-Prix des prestations : Le critère prix sera noté sur la base du montant global HT de la DPGF et selon la formule suivante:</p> <p style="text-align: center;">$N = 60 \times (P \text{ mini} / P)$</p> <p>Avec :</p> <p>P mini = montant total du DPGF pour l'offre la moins chère</p> <p>P = montant total DPGF de l'offre étudiée</p>	60 points
2-Valeur technique	40 points
2.1 Pertinence de la méthodologie et de l'organisation du chantier proposées :	15 points
2.1.1- Pertinence de la méthodologie proposée en préparation de chantier	5 points
2.1.2 - Pertinence des techniques et organisations d'exécution proposées et interface avec les autres lots	5 points
2.1.3 - Pertinence des dispositions prévues par candidat pour assurer la propreté du chantier et la gestion des déchets de chantier	5 points
2.2 Adéquation des moyens humains et matériels proposés pour l'exécution du marché dans le respect des délais :	15 points
2.2.1- Adéquation du nombre et des qualifications des personnels spécifiquement affectés à l'opération	5 points
2.2.2 – Argumentaire sur la capacité du candidat à renforcer ses effectifs en cours de chantier pour compenser les éventuels retards et respecter les échéances du planning contractuel.	5 points
2.2.3- Adéquation de la qualité des matériaux et matériels proposés au regard des fiches techniques produites par le candidat conformément au listing joint au DCE (exhaustivité des éléments remis et qualité des propositions)	5 points
2.3 Cohérence de l'analyse détaillée du planning d'exécution	10 points

- Pour les lots n°06, 08, 09, 10, 11, 12 et 18

Critères	Pondération
<p>1-Prix des prestations : Le critère prix sera noté sur la base du montant global HT de la DPGF et selon la formule suivante:</p> <p style="text-align: center;">$N = 70 \times (P \text{ mini} / P)$</p> <p>Avec :</p> <p>P mini = montant total du DPGF pour l'offre la moins chère</p> <p>P = montant total DPGF de l'offre étudiée</p>	70 points
2-Valeur technique	30 points
<p><i>2.1 Pertinence de la méthodologie et de l'organisation du chantier proposées :</i></p> <p><i>2.1.1- Pertinence de la méthodologie proposée en préparation de chantier</i></p> <p><i>2.1.2 - Pertinence des techniques et organisations d'exécution proposées et interface avec les autres lots</i></p> <p><i>2.1.3 - Pertinence des dispositions prévues par candidat pour assurer la propreté du chantier et la gestion des déchets de chantier</i></p>	<p>13 points</p> <p>5 points</p> <p>5 points</p> <p>3 points</p>
<p>2.2 Adéquation des moyens humains et matériels proposés pour l'exécution du marché dans le respect des délais :</p> <p><i>2.2.1- Adéquation du nombre et des qualifications des personnels spécifiquement affectés à l'opération</i></p> <p><i>2.2.2 – Argumentaire sur la capacité du candidat à renforcer ses effectifs en cours de chantier pour compenser les éventuels retards et respecter les échéances du planning contractuel.</i></p> <p><i>2.2.3- Adéquation de la qualité des matériaux et matériels proposés au regard des fiches techniques produites par le candidat conformément au listing joint au DCE (exhaustivité des éléments remis et qualité des propositions)</i></p>	<p>12 points</p> <p>5 points</p> <p>2 points</p> <p>5 points</p>
2.3 Cohérence de l'analyse détaillée du planning d'exécution	5 points

Pour l'ensemble des lots, **le critère valeur technique** sera noté sur la base des éléments remis dans le mémoire technique et selon les modalités et le barème suivants :

Appréciation	Note sur 2 points	Note sur 3 points	Note sur 5 points	Note sur 10 points
Absence d'informations ou dispositions ne répondant pas aux attentes	0	0	0	0
Réponse apportée jugée peu satisfaisante (dispositions peu développées / très générales / peu adaptées au chantier spécifique)	0.5	0.75	1	3
Réponse apportée jugée moyennement satisfaisante	1	1.5	2,5	5
Réponse apportée jugée satisfaisante	1.5	2	3,5	8
Réponse apportée jugée très satisfaisante	2	3	5	10

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100 points obtenue en additionnant la note du critère prix et la note du critère valeur technique.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

8.3 - Suite à donner à la consultation

8.3.1 - Audition

Pour tous les lots, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à l'organisation d'une audition de tous les candidats pour la partie mise en œuvre / méthodologie, traitement de points singuliers, interfaces, planification et phasage du chantier avant une éventuelle phase de négociation.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sans audition.

L'audition aura pour objet la présentation par le candidat notamment de cette partie mise en œuvre / méthodologie, traitement de points singuliers, interfaces, planification et phasage du chantier de son mémoire. Dans le cadre de l'audition des précisions concernant l'offre pourront être demandées uniquement sur la partie auditionnée.

Néanmoins, l'audition ne pourra en aucun cas consister en une négociation de l'offre du candidat, ni porter sur l'objet du marché, ni modifier les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché (et notamment les critères de jugement des offres et le cahier des charges) telles qu'elles sont définies dans les différentes pièces de la consultation.

Les convocations seront envoyées au moins 5 jours calendaires avant la date de l'audition.

La convocation précisera notamment l'heure, le lieu, la durée ainsi que les modalités de déroulement des auditions

8.3.2 - Négociation

Pour les lots 12, 13 et 15, passés conformément aux dispositions des articles L. 2122-1 et R. 2122-8 ou L. 2123-1 et R. 2123-1 2° et L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique en procédure adaptée ouverte, après examen des offres, le cas échéant après audition, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mener une phase de négociation avec l'ensemble des candidats.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation, pourra se faire par écrit ou en présentiel (au choix du maître d'ouvrage).

Elle pourra porter sur chacun des aspects de l'offre, sans que les modalités essentielles de l'offre ou du cahier des charges ne soient modifiées.

Au terme de la négociation, les candidats concernés seront invités à remettre leur offre finale.

Si la négociation a lieu en présentiel, des convocations, accompagnées des éventuelles questions, seront envoyées au moins 5 jours calendaires avant la date de la négociation. La convocation précisera notamment l'heure, le lieu, la durée ainsi que les modalités de déroulement de la négociation. Suite à celle-ci, les candidats seront invités à remettre leur offre finale par courrier accompagné du procès-verbal de la négociation.

Le pouvoir adjudicateur procédera alors à une nouvelle analyse des offres et à un nouveau classement.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://amiens.fr/marchespublics>

Cette demande doit intervenir **au plus tard le 28 janvier 2025, 17h30.**

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **au plus tard le 31 janvier 2025.**

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif d'Amiens

Rue Lemerchier

BP 14 CS 81114

80011 AMIENS CEDEX 01

Tél : 0322336170

Télécopie : 0322336171

Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://amiens.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Le tribunal administratif d'Amiens peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif d'Amiens

Rue Lemerchier

BP 14 CS 81114

80011 AMIENS CEDEX 01

Tél : 03 22 33 61 70

Télécopie : 03 22 33 61 71

9.3 - Attestation du candidat (à compléter et à remettre dans votre offre)

IDENTIFICATION DU CANDIDAT

Je soussigné

(nom et qualité de la personne habilitée à engager la société)

agissant pour le compte de la société :

Adresse :

N° de SIRET :

DECLARE SUR L'HONNEUR :

n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévu aux articles aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique¹ (*)

Fait à

Le

Signature et cachet de la société

Documents à joindre de manière impérative :

- les documents relatifs aux pouvoirs de la personne engageant la société, y compris si nécessaire ceux retraçant les délégations en chaîne (extrait Kbis, procès-verbal de conseil d'administration...) ;
- le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire ou de procédure équivalente régie par un droit étranger.

¹ Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.